

RAPPORT N° 2024/5-06
au bureau de la Communauté
En séance du jeudi 31 octobre 2024

OBJET

AVENANT AU MARCHÉ DE TRAVAUX POUR LA CREATION D'UNE CHAÎNE DE REFOULEMENT AEP - COMMUNE DE SAINTÉ MARIE –

AVENANT N°3 du LOT N°1 : TRAVAUX DE GENIE CIVIL ET EQUIPEMENT.

AVENANT N°2 DU LOT N°2 : REHABILITATION DES RESERVOIRS

Par notification des marchés N°201950L1 et N°201950L2, la Ville de Sainte-Marie avait approuvé le programme de travaux pour l'opération « Création d'une chaîne de refoulement AEP sur Piton Cailloux sur Commune de Sainte Marie » et avait passé un marché avec l'entreprise SBTPC/SOGEA concernant le LOT n°1 – Génie Civil et équipement et le groupement GTOI/ECB concernant le LOT n°2 – Réhabilitation des réservoirs.

(Appel d'offre).

Désignation	Entreprises	Montant des marchés (€ H.T.)	Procédure de passation
Lot N°1	SBTPC - SOGEA	2 280 000,00 € HT	APPEL D'OFFRE
Lot N°2	GTOI	536 749,50 € H.T.	APPEL D'OFFRE

Suite au transfert de compétence à l'Intercommunalité au 01 Janvier 2020, le suivi du chantier est aujourd'hui assuré par la Direction Eaux Potable et Pluviales de la CINOR.

Lot N°1 : Génie Civil & Equipements

L'avenant n°3 a pour objet de contractualiser de manière définitive :

- La prise en compte des travaux supplémentaires exécutés en application des prix nouveaux notifiés par ordres de service pendant le déroulement du chantier, conformément aux dispositions de l'article 14 du CCAG - Travaux, en vue de la rémunération des ouvrages ou travaux dont la réalisation ou la modification s'est avérée nécessaire et pour lesquels le marché ne prévoyait pas de prix,
- La réalisation d'une bache définitive pour permettre la réhabilitation du réservoir Piton Cailloux,
- Les dépenses liées aux différents arrêts de chantier avec le maintien des moyens humains et matériels,
- L'avenant n°3 est passé en application de l'article R2194-8 du code de la commande publique (modification inférieure au seuil européen de 50%du marché initial)

Le détail des coûts formellement identifiés sont les suivants :

- Montant du marché :	2 280 000,00 € HT
- Montant du marché révisé :	2 576 937,70 € HT
- Avenant N°1 : Transfert du marché Ville de Sainte Marie vers la CINOR	
- Avenant N°2 : Substitution du marché en faveur de la SBTPC-SOGEA	
- Montant de l'avenant N°3	+ 151 073,21 € HT
Total € H.T. :	2 728 010,91 € HT
Total € T.T.C. :	2 959 891,84 € TTC

Soit un dépassement du marché de : **5,86 %**.

Prolongation du délai d'exécution introduit par l'avenant n°3 : **11 (onze) mois**

	Durée (hors congés)	Démarrage	Fin contractuelle	Prolongation	Durée (hors congés)	Fin contractuelle
TF+TO1+TO2	15 mois	18/09/2019	18/02/2021			
				OS 7 : PN 2 et 3	5 mois	18/07/2021
				OS 8 : PN : 4, 5 et 6	2 mois et 2 semaines	02/10/2021
				OS 9	3 mois et 2 semaines	16/02/2022
				Total :	11 mois	

- OS N°7 : Arrêt de chantier du 18/03/2020 au 10/08/2020 : 5 mois hors congés du BTP : PN 2 et 3,
- OS N°8 : Délais supplémentaires aux travaux PN 4, 5 et 6 ; 2 mois et 2 semaines,
- OS N°9 : Délais supplémentaires pour la maîtrise foncière. ; 3 mois et 2 semaines.

Lot N°2 : Réhabilitation des réservoirs.

L'avenant n°2 a pour objet de contractualiser de manière définitive :

- La prise en compte des travaux supplémentaires exécutés en application des prix nouveaux notifiés par ordres de service pendant le déroulement du chantier, conformément aux dispositions de l'article 14 du CCAG - Travaux, en vue de la rémunération des ouvrages ou travaux dont la réalisation ou la modification s'est avérée nécessaire et pour lesquels le marché ne prévoyait pas de prix,
- La non-disponibilité de la ressource en eau entraînant la péremption de produit de traitement
- La nécessité de stabiliser la voie d'accès du réservoir,
- La réalisation d'une étude complémentaire d'une solution Carbonne,
- L'avenant n°2 est passé en application de l'article R2194-8 du code de la commande publique (modification inférieure au seuil européen de 50% du marché initial)

Le détail des coûts formellement identifiés sont les suivants :

- Montant du marché :	536 749,50 € HT
- Le non-affermissement de la TO2	- 226 402,00 € HT
- Montant du marché sans la TO2 :	310 347,50 € HT
- Montant du marché révisé	322 140,71 € HT
- Avenant N°1 : Transfer du marché Ville de Sainte Marie vers la CINOR	
- Montant de l'avenant N°2	+ 28 107,57 € HT
 Total € H.T. :	350 248,28 € HT
Total € T.T.C :	380 019,38 € TTC

Soit un dépassement du marché de : **8,73 %**.

Prolongation du délai d'exécution introduit par l'avenant n°2 : **15 (quinze) mois**

	Durée (hors congés)	Démarrage	Fin contractuelle	Prolongation	Durée (hors congés)	Fin contractuelle
TF	2 mois	31/01/2020	31/03/2020			
				OS 3	4 mois	03/08/2020
TO1	2,5 mois	26/08/2020	11/11/2020			
				OS 4/5/6/9/10	10 mois	11/10/2021
				Avenant n°2	1 mois	12/11/2021
				Total :	15 mois	

- OS N°3 : Arrêt de chantier du 18/03/2020 au 03/08/2020 : 4 mois : Epidémie COVID 19,
- OS N°4 : Indisponibilité de la ressource : 5 mois,
- OS N°5 : Annule et remplace l'OS4 et prolongation de 5 mois hors congés légaux,
- OS N°6 : Prolongation complémentaire pour la non-disponibilité de ressource de 4 mois et 1 semaine
- OS N°9 : Contractualise et officialise la prolongation de délai de 5 mois et 3 semaines.

Aussi, je vous demande :

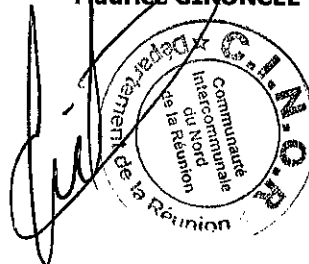
1° d'approuver les avenants au marché « Travaux la création d'une chaine de refoulement sur Piton Cailloux – Sainte Marie

Lot n°1 : Génie Civil et équipement ;

Lot n°2 : Réhabilitation des réservoirs

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président
Maurice GIRONCEL



**DECISION N°2024/5-06
Du bureau de la Communauté
en séance du 31 octobre 2024**

OBJET

**AVENANT AU MARCHÉ DE TRAVAUX POUR LA CREATION D'UNE CHAÎNE DE REFOULEMENT AEP - COMMUNE
DE SAINTE MARIE –
LOT N°1 : TRAVAUX DE GENIE CIVIL ET EQUIPEMENT.
LOT N°2 : REHABILITATION DES RESERVOIRS**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/5-06 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241031-BC2024-5-06-DE
Date de télétransmission : 12/11/2024
Date de réception préfecture : 12/11/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

Article unique :

D'approuver les avenants au marché « Travaux pour la création d'une chaîne de refoulement sur Piton Cailloux – Commune de Sainte Marie »

Lot n°1 : Génie Civil et équipements ;

Lot n°2 : Réhabilitation des réservoirs.

Nombre de votants : 10

Suffrages exprimés : 10

Vote pour : 10

Vote contre : 00

Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde

07 NOV 2024

Le Président,
Maurice GIRONCEL



C.I.N.O.R.
Communauté
Intercommunale
du Nord
de la Réunion

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241031-BC2024-5-06-DE
Date de télétransmission : 12/11/2024
Date de réception préfecture : 12/11/2024